

ECONOMIE mercredi 30 mars 2011

Marie-Gabrielle Ineichen, une négociatrice à la tête du Seco

Ram Etwareea



Marie-Gabrielle Ineichen

> Succession Sensible aux intérêts des paysans, la remplaçante de Jean-Daniel Gerber est rodée au multilatéralisme

Assurer la croissance et l'emploi, renforcer la compétitivité, adapter et intégrer l'agriculture, l'industrie et les services dans l'économie mondiale, générer l'investissement, garantir le financement des assurances sociales et réaliser des prévisions conjoncturelles. Le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), mastodonte à multiples têtes et qui compte 640 collaborateurs, sera dirigé dès le 1er avril 2011 par Marie-Gabrielle Ineichen. Jean-Daniel Gerber, à qui elle succède, a déclaré la semaine passée au Temps qu'«avec elle, le Seco restera dans de bonnes mains».

Marie-Gabrielle Ineichen n'est pas une inconnue. Elle n'arrive pas non plus à la tête du Seco par hasard. Membre de la direction depuis 2007, elle y est responsable de la division Commerce mondial. A ce titre, elle est la cheffe

négociatrice suisse à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ainsi que pour les accords bilatéraux de libre-échange (ALE). C'est elle qui a ouvert le chantier avec l'Inde, la Chine et la Russie. Plus d'une fois, elle a dit que sa préférence va aux accords commerciaux multilatéraux. Mais, puisque le cycle de Doha est en panne, la Suisse doit négocier des ALE pour éviter d'être discriminée par rapport à d'autres pays dans son accès aux marchés. L'Union européenne, par exemple, multiplie les ALE sur tous les continents.

A l'OMC, Marie-Gabrielle Ineichen est connue comme une redoutable négociatrice dans la défense des intérêts suisses. Les paysans peuvent compter sur elle. La diplomate est acquise à l'idée que l'agriculture n'est pas seulement une question de production de vivres, mais également de préservation de la nature et de la vie rurale. Elle défend ainsi la politique des paiements directs liés à des prestations écologiques et sociales alors que certains pays veulent libéraliser le commerce de produits agricoles.

Globalement, elle est sensible aux questions environnementales et de droits de l'homme. Ces derniers jours, elle a multiplié les contacts avec la société civile suisse, à qui elle a assuré que des études d'impact seront faites avant de signer de nouveaux accords. Elle espère organiser un séminaire sur ce sujet en juin à Berne en présence des acteurs politiques, économiques et sociaux.

Membre du Parti radical-libéral, détentrice d'un MBA de l'Insead, à Fontainebleau, polyglotte, comprenant même le russe et le mandarin, passionnée d'alpinisme, Marie-Gabrielle Ineichen est entrée à l'Office fédéral des affaires économiques extérieures, devenu Seco après la fusion avec l'Office fédéral de l'industrie des arts et métiers et du travail en 1990. En 1992-1993, elle était affectée à la Banque mondiale au sein de la délégation suisse. Avec sa nomination à la tête du Seco, elle acquiert, à 46 ans, le statut de première femme secrétaire d'Etat suisse.

«Elle a une grande expérience des ALE. C'est une femme qui a du mordant», dit d'elle Johann Schneider-Ammann. Le conseiller fédéral en charge de l'économie a pris tout son temps pour trouver un remplaçant à Jean-Daniel Gerber, parmi vingt candidats. Marie-Gabrielle Ineichen était la favorite, bénéficiant aussi du soutien non seulement de son parti, mais aussi de la conseillère fédérale démocrate-chrétienne Doris Leuthard.

Dans un entretien accordé au Temps il y a quelques années, Marie-Gabrielle Ineichen expliquait son ouverture au monde et son goût pour les affaires internationales par le fait d'avoir une mère d'origine italienne et un père suisse médecin qui sillonnait la planète. A l'OMC, on reconnaît son aptitude à dialoguer et à trouver un consensus. Son organe de Règlement de différends l'a sollicitée à plusieurs reprises pour faire partie du panel qui statue sur les conflits commerciaux. Avocate formée à l'université de Berne, elle ne pratique pas au barreau parce que «je dois défendre une partie contre l'autre alors que je préfère la médiation et trouver un consensus».